



La Commune



VIVE LE FRONT DU REFUS - TOUS ENSEMBLE - CONTRE LES TAXES, POUR LA REINDEXATION DES SALAIRES SUR LES PRIX, POUR TOUTES LES REVENDICATIONS VITALES

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 79 – jeudi 27 décembre 2018

Il y a un an, nous intervenions en faveur d'un front du refus contre le pouvoir ¹ et, en particulier, contre le type de dialogue qu'il imposait - avec l'accord de leurs hauts-dirigeants- à nos organisations syndicales, nous intervenions pour la réindexation des salaires sur les prix ² tout comme nous intervenions contre la chasse aux sans-abri et réfugiés ordonnée par Colomb-Macron, en décembre 2017.

Ce front du refus a pris la forme des « gilets jaunes » dans lesquels se reconnaît la majorité de la population, à partir du refus des hausses de taxes.

Au travers des « gilets jaunes » se manifeste toujours plus nettement l'aspiration au Tous ensemble, c'est-à-dire à l'unité de bas en haut pour en finir avec la politique capitaliste qui nous est infligée toujours plus radicalement depuis l'automne 1981.



Contenu

MACRON, DEMISSION

Les putschistes, ce sont les fondateurs de la 5^{ème} République !

Leurs programmes et nos besoins immédiats

Quelle république ? Notre position.

« Un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes »

L'État et Les gros poissons contre les petits

Les LE PEN, faux amis mais vrais ennemis des « Gilets jaunes »

ANNEXE : QUI SOMMES -NOUS

N'hésitez pas à prendre contact avec nous ou à nous soutenir ou nous rejoindre

Loin de faire écran à la lutte de classes dite « classique », la mobilisation en gilet jaune donne un coup de fouet aux grèves ouvrières, comme celle, victorieuse, des salariés de la grande hôtellerie- Park Hyatt³ dont nous publions le communiqué en annexe. Contrairement à ce qu'ont prétendu les « constructeurs du Parti ouvrier » (le leur !) le choix n'était pas entre grèves et gilets jaunes, les deux se nourrissent et soulèvent la question des salaires à hauteur du coût de la vie.

MACRON, DEMISSION

Le peuple travailleur, les jeunes et la population qui souffre comprennent qu'une politique humaine, sociale, ouvrière est incompatible avec Macron, tout comme elle est incompatible avec Le Pen, hostile à l'augmentation du SMIC, Dupont-Aignan ou Wauquiez qui ont voulu se faire passer pour des « gilets jaunes » et se sont vite démasqués.

Bien des « réalistes politiques » souvent « de gauche » nous objecteront : oui, mais remplacer Macron par qui ? Nous resterons sans réponse car, pour notre part, nous ne militons pas non plus pour qu'il soit remplacé : il faut en finir avec la Présidence de la République, en tant que telle. Historiquement, le principe même du « chef de l'État » n'est pas républicain. La république est, à l'origine, « la chose publique », le « gouvernement du peuple ; par le peuple, pour le peuple » selon la formule d'Abraham Lincoln. La république à l'origine n'a à reconnaître « ni Dieu, ni César, ni Tribun »

Les putschistes, ce sont les fondateurs de la 5^{ème} République !

En finir avec Macron signifie pour nous en finir avec le régime qui nous l'a imposé, avec la transformation du suffrage universel comme moyen d'imposer un despote se servant du parlement comme d'un paravent, auquel il est possible d'opposer un épouvantail (Le Pen, père et fille), qui peut frapper par ordonnances, insulter la population, entre autres « prérogatives ».

Oui, en finir avec ce régime qui n'a de république que le nom et qui a été imposé en mai 1958 par d'authentiques putschistes, c'est-à-dire des généraux.

Leurs programmes et nos besoins immédiats

Certes, il ne manque pas de forces politiques pour expliquer à tous que leur programme est celui qui peut « unir » ou « fédérer » la classe ouvrière ou le peuple. Les uns exhibent leur programme ouvrier, les autres ressuscitent le programme du Conseil national de la résistance de 1943, d'autres nous font miroiter LEUR « avenir en commun », leur 6^{ème} république ou une assemblée constituante, d'autres, « au nom des gilets jaunes », depuis leur chaire ou leur toge de « tribun » invoquent des referendums d'initiative citoyenne

Nous considérons que ces « jaillissements d'idées » nous éloignent des problèmes concrets que se posent des millions de retraités, salariés, jeunes mais aussi artisans, artistes indépendants, commerçants, paysans : dégager Macron et sa bande, en comptant d'abord sur nos propres forces, à commencer par la force du nombre . Les dégager, faire place à nos besoins immédiats, à nos revendications pressantes, à nos hôpitaux, nos écoles, nos logements, nos salaires, nos emplois, nos retraites, notre assurance-maladie...

Quelle république ? Notre position

Pour notre part, nous militons dans la perspective de la république socialiste des travailleurs, fondée sur les principes de démocratie ouvrière de la Commune de Paris, basée sur une politique ouvrière anticapitaliste qui commence par la satisfaction des revendications les plus urgentes au service des besoins de toute la population. Nous militons pour en finir avec l'Union européenne, cartel des trusts, des capitalistes et des

banquiers et pour entrer dans la voie des États-Unis socialistes d'Europe, dans une perspective internationaliste, pour en finir avec les guerres et l'oppression des peuples.

« Un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes »

Cela étant, nous n'opposons pas notre programme, et n'opposons aucun programme au mouvement qu'engagent les travailleurs, les femmes qui luttent contre l'oppression sexiste, les jeunes qui luttent pour de vrais diplômes, un vrai travail, un vrai salaire, et la population qui souffre. Comme le disait Marx en son temps : « un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programme »

Réindexer les salaires, retraites et allocations sur les prix, en finir avec les taxes à la consommation, annuler toutes les hausses de CSG pour tous les retraités, diminuer les impôts et taxes qui pèsent sur les petits propriétaires (commerçants, artisans, artistes, presse et éditions indépendantes, ambulancières et ambulanciers, etc), est-ce trop demander ?

L'État et Les gros poissons contre les petits

Les gouvernements successifs ont préféré « aider » les petites entreprises en les exonérant de cotisations sociales, c'est-à-dire la partie du salaire mise dans le pot commun de la sécurité sociale. Du coup, les grosses entreprises ont été exonérées de « charges sociales » elles aussi. Les petites entreprises, au reste, sont devenues pour la plupart sous-traitantes des grandes pour ce qui est des marchés publics où prime la règle du « moins disant ». Si l'État était, comme ses chantres le prétendent, le défenseur de la petite entreprise, il leur passerait des commandes de travaux en plaçant la qualité comme seul critère de commande, en particulier dans le domaine des travaux publics, de la construction de logements, d'équipements publics, d'outillages scientifiques et médicaux, etc...

Nous défions tout gouvernement capitaliste de défendre « les petits poissons » face aux « gros », sinon sous la contrainte du rapport de force.

Le mouvement ouvrier a toujours tout à gagner à défendre les dites « classes moyennes » appauvries par les gouvernements capitalistes, selon les méthodes de la lutte des classes, celles du rassemblement au grand jour de tous les exploités et opprimés contre ceux qui les exploitent et les spolient, pour « changer la vie ».

Les LE PEN, faux amis mais vrais ennemis des « Gilets jaunes »

La droite, de Wauquiez à Le Pen en passant par Dupont-Aignan, se targue de défendre les dites « classes moyennes » (auxquels les médias aux mains des possédants associent généreusement la masse des salariés). Ce qui permet à des chroniqueurs d'un « parti ouvrier indépendant démocratique » de dénoncer les gilets jaunes comme poujadistes. Il nous faut donc prêter l'oreille à ce qu'en dit un poujadiste des origines, Jean-Marie Le Pen soi-même qui fut député poujadiste en 1956. De façon sibylline, JM laisse tomber :

« Ce qui a été revendiqué est souvent souhaitable mais ne sommes pas dans une situation financière qui permette de le faire sans faire souffrir d'autres catégories de contribuables »⁴ ...

Quant à sa fille qui a tenté de surfer sur ce que certains appellent la « vague Gilet jaune », elle avait dit clairement le 25 janvier 2017 qu'elle était opposée à une hausse du SMIC - revendication essentielle des gilets jaunes - et que dès 2012, elle avait demandé que l'État prenne en charge 200 euros de la part de cotisations sociales versées par les salariés. Madame Le Pen ne voulait pas d'une augmentation de salaire « pesant sur les entreprises »... « qui sont déjà dans une très grande difficulté dans notre pays ».⁵ ...

Ce jour-là, cette adroite « antilibérale » avait aussi ses idées de Taxes : taxes aux importations qui financeraient donc ce que l'État verserait aux salariés gagnant moins de 1500 euros par moi... En faisant les poches des consommateurs au nom du « achetons français ! ».

Lorsque l'on recoupe ce qu'a expliqué la fille et ce qu'a énoncé le père, on voit qu'il n'est pas question de toucher aux profits capitalistes et émoluments des capitaines d'industrie, spéculateurs et autres variétés de rapaces.

Comme quoi, la population souffrante a tout à gagner à la satisfaction des revendications des salariés et au combat anticapitaliste conséquent.

ANNEXE : QUI SOMMES –NOUS

Notre Courant, né en 1992, entend défendre le marxisme vivant, le trotskysme. Il a été fondé par des dirigeants exclus du Courant dit « lambertiste » et s'est intégré dans le courant trotskyste latino-américain, appelé « Moréniste ».

Selon nous, le capitalisme ne peut être « réformé » ou « humanisé » et rendu plus écologique, la machine l'État des capitalistes, des banquiers doit nécessairement être brisée à laisser place à l'État-commune, tel que l'avait ébauché la Commune de 1871.

Notre courant est ouvert aux libertaires, anarchistes, syndicalistes, militants du parti communiste qui veulent renouer avec un parti de classe révolutionnaire et internationaliste, comme nous nous efforçons de l'être.

Nous militons pour un Parti des travailleurs à caractère de masse.

Nous sommes une organisation qui se construit en toute indépendance et en toute liberté, résolument anticapitaliste, internationaliste, antibureaucratique et démocratique. Un Courant au service de toute la population laborieuse et pauvre et de ses besoins immédiats, vitaux et fondamentaux. Un parti de femmes et d'hommes libres qui s'inscrit dans la continuité du combat séculaire pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et du joug de l'oppression.

N'hésitez pas à prendre contact avec nous ou à nous soutenir ou nous rejoindre

1 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Lettre-d-infos/Charite-bien-ordonnee..>

2 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Lettre-d-infos/Les-salaires-en-piece-i1...>

3 <http://www.cgt-hpe.fr/park-hyatt-vendome-oui/>

4 JM Le Pen 3.37 <https://www.youtube.com/watch?v=WcPOhogPeS0>

5 <https://www.europe1.fr/politique/marine-le-pen-contre-une-augmentation-du-smic-si-elle-est-elue-2960186>

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>